

est-il innocent ?

Avec la résurgence des méfaits du régionalisme, du tribalisme et du clanisme, et l'effervescence d'un «ben-âmisme» dévastateur au sein d'une société pourtant tenue à la justice et à l'équité de par ses convictions morales et religieuses, seule subsiste une fraternité de façade.

Comment en est-on arrivé là, et jusqu'à ne pouvoir démentir cette sentence implacable mais juste réduisant le peuple algérien à un «ghachi», comme l'assume courageusement M. Boukrouh. La charge symbolique de ce vocable n'évoque-t-elle pas tristement le gâchis tel que défini en français et avec lequel il semble en résonance ? Quel gâchis en effet !

«Frères» et «sœurs» sont tombés à leur tour dans l'escarcelle des slogans dont nous nous gargarisons à longueur de journée et de décennies.

Comment en est-on arrivé là, et jusqu'à ne pouvoir démentir cette sentence implacable mais juste réduisant le peuple algérien à un «ghachi», comme l'assume courageusement M. Boukrouh.

La charge symbolique de ce vocable n'évoque-t-elle pas tristement le gâchis tel que défini en français et avec lequel il semble en résonance ? Quel gâchis en effet !

Crise linguistique – Crise de sens

Un traumatisme socio-affectif et culturel d'une ampleur inouïe et totalement occulté est infligé à tout enfant accédant à l'école algérienne où sa langue maternelle est niée en dépit du bon sens ! Les querelles linguistiques continuent de faire rage et semblent sans issue, en Algérie plus qu'ailleurs dans ce monde arabe qui parle une langue dans laquelle il vit, tout en enseignant obligatoirement sa sœur aînée littérale dont l'usage partiel est imposé. La haine de soi ne commence-t-elle pas là avec le mépris inculqué à notre «darija» par rapport à la langue d'un Orient mythifié et celle d'un Occident admiré ? Rappelons qu'après plus de 14 siècles, l'arabe littéral est quasi inaudible dans les foyers comme dans les rues, même à La Mecque, à Médine et au Caire. À cet égard, on gagnerait à relire les travaux édifiants du linguiste algérien Abdou Eliman sur *Le Maghribi, langue trois fois millénaire*, titre d'un de ses ouvrages.

Un ami marocain a justement et cyniquement décrit le mépris subi par la «darija» en milieu bourgeois où la langue commune — ne pouvant être l'arabe littéral — demeure le français : La «darija» ? – Mais c'est la langue des bonnes ! » Tabou enveloppé dans la sacralité attachée à la langue

confortables qui, pour éluder le fond des problèmes, s'attaque féroce­ment au mes­sager. Cette attitude n'est pas rare et en paient le prix aussi celles et ceux qui voudraient entamer une relecture/réécriture critique de l'immense corpus de la sunna dont les faiblesses et contradictions

n'ont rien à envier à celles évangiles cano­niques et apocryphes. Tel est aussi le sort de toute personne raisonnable qui oserait critiquer des politiques d'Israël et des pra­tiques du sionisme conquérant ; elle n'échappera pas à la sentence infamante et sans appel d'antisémite.

Dire et nommer pour dialoguer

La fuite en avant dans le défaut de nom­mer les choses et de bien les nommer, d'enrober les idées, les tabous et les réalités dans une phraséologie qui peine à les masquer ne peut que sécréter des mythes faux ou creux renvoyant aux calendes grecques (algériennes ?) la consolidation des mythes fondateurs d'une Algérie devenue, hélas, mal aimée de ses fils... des filles et des fils dont le patriotisme s'érode.

Accepter de débattre sans invectives ni exclusions de nos problèmes et de nos défis est urgent et de toute façon inévitable car, malade comme elle est, la société algérienne peut-elle continuer à exiger un gouver­nement de sages, de purs et de prophètes ? Il est temps de transcender le sempiternel procès des élites, devenu lancinant et stérile en dépit de sa nécessité. Pourquoi s'acharner à vouloir changer un «pouvoir» sachant que le succès n'est pas garanti et que ledit changement serait de pure forme ? Il s'agit là d'une voie d'évitement sciemment empruntée pour se déresponsabiliser, pour ne pas s'amender, pour s'en remettre à Allah par fatalisme simulé. La pensée magique est encore vivace ; elle attend des miracles, ne renonce pas au messianisme de l'homme providentiel, à l'État nourricier et pourvoyeur d'une société d'assistés...

Alors que «la youghaïrou allahou qawman...», proclame le texte sacré récité à satiété dans ce qui est devenu la mode universellement consacrée, «le parler musulman», comme pour exorciser l'injonction de «l'agir musulman», celui-là même que porte la suite du verset, condition sine qua

collectifs et leur saccage durent depuis des siècles, la société et l'État étant incapables d'établir la jonction nécessaire au contrat social et au vivre-ensemble. Le pillage des biens du beylik, puis *taâ França* n'a pas cessé avec l'indépendance, loin de là. Il s'acharne avec plus de rage sur *taâ al-houkouma*. Jamais l'incendie d'une école ou d'un autre édifice public n'aura atteint ceux des gouvernants qu'on se plaît à haïr et dont on veut se venger, à tort ou à raison. Il ne fait qu'infliger des blessures profondes et répétées à la collectivité, tel un autodafé qui n'exorcise que la fureur momentanée des incendiaires incapables de l'exprimer autrement que par la violence.

La notion d'Etat est restée en gestation ; on y substitue confusément – et parfois inconsciemment – celles de gouver­nement, de régime, de pouvoir en place, de dirigeants, se gardant d'évoquer *ad-Dawla*. Aucune référence à l'Etat et à ses institu­tions, lesquels ont finalement émergé dans les larmes et le sang en 1962. Si un tel Etat demeure imparfait et non encore régi par le droit, rappelons-nous tout de même que la démocratie ne se décrète pas ; elle se mérite et se conquiert durant un cycle d'évolution inévitablement long. Même embryonnaire, inachevé et lézardé, l'Etat algérien, avec ses institutions, ses symboles, ses biens, ses réalisations, ses

Vaste programme que tout cela ? – Plutôt et non sans confusion, un cri du cœur qui interpelle d'abord les historiens devant nous aider à revisiter notre passé pour savoir d'où nous venons et ce qui nous a façonnés. Étape préalable indispensable à toute construction d'un «nous» (ce que nous sommes réellement, sans complaisance ni langue de bois) permettant de sortir enfin de l'étouffant carcan de ce «ghachi» indigne des sacrifices de nos ancêtres et de nos pères et mères. Sera alors possible la projection sur un avenir collectif (ce que nous voulons être et devenir), comme Algériens, citoyens libres dotés certes de droits, mais aussi de devoirs.

acquis et son patrimoine est à nous toutes et tous : c'est le nôtre. Que l'on soit d'accord ou pas, l'Etat algérien incarne la Nation, au-delà des contingences de la politique et des pouvoirs successifs. À ce titre, il mérite fidélité, loyauté et respect ; y porter atteinte relève de l'autodestruction et de la haine de soi.

Langue et violence

Mettre les mots justes sur les maux culturels et sociaux et commencer à se responsabiliser individuellement : c'est une condition d'accession à la citoyenneté, à ce statut de dignité d'acteur respecté de et dans la cité et qui, à travers l'exercice de ses droits et devoirs, pourra mettre au monde une élite libre – ni méprisante, ni condescendante, ni servile – mais responsable et redevable. L'expression, le langage, la langue, l'échange et le dialogue sont des fondements de toute société, c'est-à-dire de tout groupe humain prétendant au vivre-ensemble. En effet, comme l'écrivait fort à propos Boileau, «ce que l'on conçoit bien s'énonce clairement et les mots pour le dire arrivent aisément»... mais encore faut-il disposer d'une langue. Est-ce le cas au Maghreb où arabe dialectal, arabe littéral, français et langues berbères tentent de cohabiter sur un «marché linguistique» (Bourdieu) non dénué de tendances et de pratiques de domination ? Toute cette admirable et diverse richesse linguistique demeure vaine puisque nous ne maîtrisons

véritablement bien aucune de ces langues. Qui a pu argumenter avec assurance avec l'ambassadeur américain à Alger qui écrivait, dans un message révélé par WikiLeaks, que «l'université algérienne produit des analphabètes trilingues» ? Le déficit d'ancrage n'est pas sans conséquences tragiques car ce qui ne s'exprime pas s'imprime comme nous l'apprennent les psychologues. Plus grave encore : l'incapacité d'exprimer ses sentiments et ses émotions – ou alexithymie – est source de frustration, de colère, de violence verbale et physique et, par conséquent, de déséquilibre de la personnalité. Le professeur Antoine Desjardins (Collectif Condorcet) a raison de proclamer : «Qui ne peut parler, articuler, finit par aboyer.» Les Algériens ne sont-ils pas quotidiennement aux prises avec cette réalité d'une violence symbolique et d'une violence sociale réelle... que nous sommes d'ailleurs incapables de «nommer» ? La psychanalyse décrit aussi l'alexithymie comme «un affaiblissement du fonctionnement de la pensée au profit d'un mode d'expression passant essentiellement par le corps» (Jean Bergeret). Le passage à l'acte est une souffrance qu'on inflige et qu'on s'inflige.

Les dérivés sectaires trouvent là leur terreau le plus fertile et l'Algérie le vit à ses dépens depuis longtemps...

Jusqu'à quand ? L'alexithymie rend impossible tout dialogue, cette nécessité humaine doublée d'une injonction divine («... Khalaqnakoum... litaârafou.») Or «le monde n'est pas humain pour avoir été fait par des hommes, il ne devient pas humain parce que la voix humaine y résonne, mais seulement lorsqu'il est devenu objet de dialogue» (Hannah Arendt, dans *Vies politiques*). Vaste programme que tout cela ? – Plutôt et non sans confusion, un cri du cœur qui interpelle d'abord les historiens devant nous aider à revisiter notre passé pour savoir d'où nous venons et ce qui nous a façonnés.

Étape préalable indispensable à toute construction d'un «nous» (ce que nous sommes réellement, sans complaisance ni langue de bois) permettant de sortir enfin de l'étouffant carcan de ce «ghachi» indigne des sacrifices de nos ancêtres et de nos pères et mères.

Sera alors possible la projection sur un avenir collectif (ce que nous voulons être et devenir), comme Algériens, citoyens libres dotés certes de droits, mais aussi de devoirs.

Historiens algériens, aidez-nous ! Bien entendu, cet appel ne dispense aucunement les autres composantes et corps sociaux de leurs devoirs en la matière, ni l'Algérien — ayant la volonté d'accéder à la liberté — responsabilité de citoyen en devenir — de s'assumer en tant que tel.

T. R. R.

Ainsi, l'absence de respect envers la chose publique, la dilapidation des biens collectifs et leur saccage durent depuis des siècles, la société et l'État étant incapables d'établir la jonction nécessaire au contrat social et au vivre-ensemble. Le pillage des biens du beylik, puis taâ França n'a pas cessé avec l'indépendance, loin de là.

du Coran pour laquelle les Arabes se sont assigné la mission sacrée de défense, d'illustration et de survie même ! Comme si Dieu – dans son engagement à préserver le Texte et son support – et les musulmans – qui y ont recours, y compris et surtout la majorité non arabophone du monde islamique — y avaient renoncé ?! Un culot missionnaire assimilable à du «shirk» ! A ce sujet, toute velléité de débat est tuée dans l'œuf par l'anathème, position des plus

non de changement imposée à tous et chacun des croyants par le Créateur pour mériter Son assistance miséricordieuse, ardemment espérée pour toute nation.

Ce n'est pas l'islam qui doit être réformé, mais bien les musulmans ; de même l'Algérie a besoin que les siens se réforment. Le langage est édifiant et témoigne de réalités têtues.

Ainsi, l'absence de respect envers la chose publique, la dilapidation des biens